

Traités UE modifiés et SIG

La présidence portugaise de l'UE a publié, le 5 octobre dernier, le texte des traités modificatifs issu des travaux des experts de la CIG.

L'article 14 (destiné à remplacer l'article 16) se termine de la manière suivante : "Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, établissent ces principes et fixent ces conditions, sans préjudice de la compétence qu'ont les États membres, dans le respect des traités, de fournir, de faire exécuter et de financer ces services".

Cette formulation appelle trois commentaires i/ le fait de donner à la procédure législative la forme de "règlements" est en quelque sorte la traduction de la formulation de l'article III-122 du TCE ("la loi européenne") ii/ cela n'affecte en rien le fait que cette législation devra être adoptée en co-décision ("Le Parlement européen et le Conseil ... conformément à la procédure législative ordinaire" iii/ mais, et c'est là où est le problème, les règlements sont d'application immédiate et directe dans l'ensemble de l'UE sans aucune forme de "transposition" nationale. C'est donc un cadre rigide. L'effet "politique" de cette forme juridique ne peut être que de rendre encore plus difficile l'adoption d'un cadre législatif communautaire pour les SIG, ou d'en limiter le contenu, tant un grand nombre d'États au Conseil, mais aussi de parlementaires européens, ne voudront pas de règles juridiques impératives trop contraignantes. Les "opposants" à toute garantie communautaire pour les SIG tenteront de jouer de cette rigidité pour réunir plus facilement la "minorité de blocage". Ainsi, si l'article 14 (complété par le Protocole), continue à traduire une réelle avancée par rapport aux traités actuels en ce qu'il crée des possibilités pour les SIG, il faudra une forte pression politique pour que ces potentialités débouchent sur des mesures concrètes.

Textes des traités consultables sur

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=1317&lang=fr&mode=g

Pierre Bauby, Katherine Varin, Jean-Claude Boual

Troisième paquet énergie

La Commission européenne a adopté, le 19 septembre dernier, sa proposition de troisième paquet législatif pour le marché intérieur du gaz et de l'électricité. Le paquet est composé de cinq propositions de textes : deux propositions de directives modificatives visant la séparation patrimoniale des activités de production et de distribution des opérateurs (on notera que, pour éviter la mainmise étrangère sur le secteur de l'énergie européen, la Commission a introduit des dispositions relatives à la séparation patrimoniale pour les opérateurs des pays tiers) ; trois propositions de règlements : un sur la création d'une agence européenne de coopération des régulateurs nationaux de l'énergie, et deux sur les conditions d'accès aux réseaux de transport du gaz et de l'électricité. Les vingt sept États membres aussi bien que le Parlement européen étant très divisés sur la question de la séparation patrimoniale, les discussions risquent d'être longues et difficiles.

http://ec.europa.eu/energy/electricity/package_2007/index_en.htm

Amended EU Treaties and the SGI

On the 5th of October, the Portuguese Presidency of the EU published texts, amending the treaties, that emerged from the work of IGC experts.

Article 14 (designed to replace article 16) ends as follows: "The European Parliament and the Council, acting by means of regulations, in accordance with the ordinary legislative procedure, shall establish these principles and set these conditions without prejudice to the competence of Member States, in compliance with the Treaties, to provide, to commission and to fund these services".

This wording calls for three remarks: i/ giving thus the legislative process a "Regulations" form is, in a way, a translation of the wording of article III-122 of the TCE ("European laws") ii/ in no way does this affect the fact that the legislation in question will have been adopted through co-decision ("The European Parliament and the Council ... in accordance with the ordinary legislative procedure" iii/ but, the real problem is that regulations are for immediate and direct implementation, throughout the EU, without any form of national "transposition". This is, therefore, a rigid framework. The "political" effect of this legal form can only be that of rendering even more difficult the adoption of a Community legislative framework for SGI or, of reducing the content since, a large number of states in the Council, but also the European members of Parliament, would not want to have highly restrictive mandatory legal rules. "Opponents" to any Community guarantee for SGI will try to put forward this rigidity argument in order to draw the "blocking minority" more easily. Thus, whereas article 14 (complemented by the Protocol) continues to reflect a real step forward, compared to the current treaties, in that it creates opportunities for SGI, there will be need for strong political pressure to ensure that these prospects lead to concrete actions.

Treaties texts are available at

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=1317&lang=en&mode=g

Pierre Bauby, Katherine Varin, Jean-Claude Boual

Third energy package

On the 19th of September, the European Commission adopted its proposal for a third legislative package for the internal market in electricity and gas. The package is composed of five proposal texts: two amending directives proposals aimed at the separation of supply and distribution activities from operations (it should be noted that, to avoid foreign control over the energy sector, the European Commission has introduced provisions on unbundling for the operators in third countries); three regulation proposals: one on the establishment of an agency for the cooperation of national energy regulators, and two on the conditions for the access to gas and electricity transportation networks. Since the twenty seven Member States as well as the European Parliament are so divided over the issue of unbundling, discussions are likely to be long and difficult.

http://ec.europa.eu/energy/electricity/package_2007/index_en.htm

Transport

♦ **Galileo** : Le Conseil transport du 2 octobre dernier, s'il a confirmé son intention de prendre une décision "concertée" sur le financement de Galileo avant la fin de l'année, n'a pu aboutir à un accord. Les divergences restent profondes entre les Etats membres favorables à un financement communautaire de la phase de développement du Galileo (France, Espagne) qui soutiennent la proposition présentée par la Commission le 19 septembre, et ceux qui souhaitent d'autres solutions (Allemagne, Royaume-Uni). Le dossier reviendra sur la table du Conseil transport de novembre prochain après avoir été examiné par les ministres des finances de l'UE. Voir également bulletin 219.

♦ **3ème paquet ferroviaire** : Le Parlement européen a approuvé, le 25 septembre dernier l'accord conclu avec le Conseil le 21 juin sur le 3^{ème} paquet ferroviaire. Sur le contenu du paquet voir bulletin 221.

♦ **Politique maritime** : La Commission européenne a adopté, le 10 octobre dernier, un "paquet" sur la politique maritime qui comporte i/ "une communication sur "une politique maritime intégrée pour l'Union européenne" (ou Livre bleu) ii/ un plan d'action basé sur le résultat des consultations menées par la Commission sur la base de son Livre vert de juin 2006. Plusieurs outils sont proposés pour mettre en oeuvre une trentaine de chantiers, en particulier, en matière de politique portuaire, réduction de la pollution de l'air, démantèlement des navires iii/ une communication devant servir de base à une consultation des partenaires sociaux sur la dimension sociale du paquet maritime. D'autres initiatives sont annoncées, comme une première liste des autoroutes de la mer en 2008 http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/index_fr.html

♦ **Accords "Ciel ouvert"** : Le Parlement européen a approuvé, le 11 octobre dernier, à une très large majorité, l'accord "ciel ouvert" qui marquera la première étape de la libéralisation du trafic aérien entre l'Union européenne et les Etats-Unis à partir du 30 mars 2008. Voir également bulletin 218.

Services postaux

Le Conseil des ministres européens des télécommunications a avalisé, le 1^{er} octobre dernier, le calendrier de libéralisation du secteur postal retenu par le Parlement européen en juillet, qui prévoit, notamment, l'ouverture totale au 31 décembre 2010 avec possibilité de dérogation de deux ans sur demande et clause de réciprocité jusqu'à l'ouverture complète. Voir également bulletin 222.

Charte consommateurs énergie

La contribution du CELSIG à la consultation de la Commission européenne peut être consultée sur www.celsig.org

Consultation publique

"Vers une nouvelle culture de la mobilité urbaine" : les avis sur le Livre vert peuvent être envoyés jusqu'au 15 mars 2008. http://ec.europa.eu/transport/clean/green_paper_urban_transpo rt/doc/2007_09_25_gp_urban_mobility_fr.pdf

SIG : Signez la pétition de la CES

www.petitionpublicservice.eu

Transport

♦ **Galileo**: The Transport Council meeting of the 2nd of October, though it confirmed its intention to take a "concerted" decision on the financing of the Galileo project before the end of the year, was unable to reach an agreement. The are still deep divergences between, on the one hand, Member States in favour of a Community funding for the development phase of the Galileo (France, Spain), Members that support the proposal presented by the Commission on the 19th of September and, on the other hand, those that seek alternatives (Germany, United Kingdom). The issue will return to the November transport Council's table after examination by the finance ministers of the EU. See also bulletin 219.

♦ **3rd railway package**: On the 25th of September the European Parliament approved the agreement it reached with the Council on 21st June concerning the 3rd railway package. As regards the content of the package see bulletin 221.

♦ **Maritime Policy**: On the 10th of October the European Commission adopted a "package" on maritime policy which includes i/ a communication on "an integrated maritime policy for the European Union " (or Blue Paper) ii/ an action plan based on the outcome of the consultations conducted by the Commission on the basis of its Green Paper in June 2006. Several tools have been suggested for the implementation of about thirty undertakings, in particular, regarding port policy, reduction of air pollution and dismantling of vessels iii/ a communication to serve as a basis for consultation with the social partners on the social dimension of the maritime package. Other initiatives have been announced, such as the first list of sea motorways in 2008.

http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/index_en.html

♦ **"Open Skies" agreements**: On the 11th October last year, the European Parliament approved, by a very large majority, the "open skies" agreement which will mark the first step in the liberalisation of air traffic between the EU and the United States starting from 30th March 2008. See also bulletin 218.

Postal services

The Council of European Ministers of Telecommunications endorsed, on the 1st of October this year, the timetable for the liberalisation of the postal sector opted by the European Parliament in July, which provides, in particular, total opening by 31st December 2010 with the possibility of a two-year exemption period, upon request, and a reciprocity clause until the full opening. See also 222 bulletin.

Energy Consumers' Charter

The CELSIG's contribution to the European Commission's consultation is available for consultation at www.celsig.org

Public Consultation

"Towards a new culture for urban mobility": opinions on the Green Paper can be submitted until the 15th March 2008. http://ec.europa.eu/transport/clean/green_paper_urban_transpo rt/doc/2007_09_25_gp_urban_mobility_en.pdf

SGI: Please sign the ETUC petition

www.petitionpublicservice.eu

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.